

à la même heure, Radio-Canada lancera sur son réseau national une émission de deux heures...

M. l'Orateur: A l'ordre!

M. Purdy: ...sur la vie et l'époque de ce grand Néo-Écossais.

M. l'Orateur: Ce n'est pas là une question de privilège.

LES FINANCES

QUESTION AU SUJET DE LA SUPPRESSION DE LA TAXE DE VENTE SUR LE SPERME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. E. Cardiff (Huron): Je désire poser une question au ministre des Finances ou au ministre de l'Agriculture. Étudie-t-on l'à-propos d'enlever la taxe de vente sur le sperme qu'utilisent d'une façon très générale les cultivateurs et associations d'éleveurs afin d'améliorer le troupeau?

L'hon. W. E. Harris (ministre des Finances): Permettez-moi de dire, en toute déférence, monsieur l'Orateur, que le ministre des Finances préfère ne répondre à ce genre de question qu'après l'exposé budgétaire.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

QUESTION RELATIVE AUX OPÉRATIONS D'UNE BRASSERIE CANADIENNE AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Hosking (Wellington-Sud): J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a été question dans les journaux de l'interdiction qui aurait été faite à une certaine brasserie, appartenant à des capitalistes canadiens, d'exercer des affaires dans quatre États des États-Unis. Cela étant, le ministre s'est-il plaint de ce procédé auprès du gouvernement des États-Unis? Dira-t-il à la Chambre si c'est à la nature même de cette industrie qu'on en a, ou bien à son caractère de société appartenant à des Canadiens?

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): L'honorable député a eu la bonté de me faire tenir avis de sa question avant mon arrivée à la Chambre. Je puis lui dire,—à lui et à la Chambre,—qu'il y a quelques jours on nous a communiqué certains renseignements portant que, dans certains États des États-Unis, on cherchait à faire adopter des lois aux termes desquelles seraient frappées de mesures d'exception, et même interdites, des brasseries dont la majorité des actions sont entre les mains de personnes qui ne sont pas citoyens des États-Unis d'Amérique. En l'occurrence cela désignait effectivement des Canadiens.

Dès que le ministère a entendu parler de cette mesure projetée par certaines assemblées législatives des États-Unis, nous avons exprimé au gouvernement américain notre inquiétude au sujet des conséquences peu souhaitables de l'adoption d'une telle mesure. Cette inquiétude, monsieur l'Orateur, se fonde entièrement sur le principe en cause et pas seulement sur l'état de telle ou telle industrie. Les autorités des États-Unis nous ont déjà informés qu'elles partagent cette inquiétude et je crois comprendre qu'elles ont communiqué avec les États intéressés. On espère donc que nous n'aurons pas à prendre d'autre mesure officielle.

INVITATION AU PREMIER MINISTRE NEHRU À VISITER LE CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Je poserai une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dans un bulletin de nouvelles ce matin, Radio-Canada annonçait que le gouvernement des États-Unis a invité le premier ministre Nehru, de l'Inde, à faire un séjour dans ce pays. Le Gouvernement a-t-il l'intention d'inviter le premier ministre Nehru à venir au Canada à la même occasion?

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): A mon passage à New-Delhi, il y a quelque temps, j'ai, à la demande du premier ministre (M. St-Laurent), transmis à M. Nehru la chaleureuse invitation du Gouvernement d'inclure le Canada dans toute visite que le premier ministre de l'Inde ferait aux États-Unis. M. Nehru a dit alors qu'il espérait aller au Canada avant longtemps, mais qu'il était incapable, à ce moment-là, de fournir une réponse définitive.

RENCONTRE DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT EISENHOWER—SUJET DES ENTRETIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Est-il maintenant en mesure de dire à la Chambre quels sujets seront discutés, lorsqu'il aura des entretiens avec le président Cortines et le président Eisenhower à White-Sulphur-Springs, le 26 mars?

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur; je ne suis pas en mesure de le faire. Le secrétaire d'État m'a appris qu'il n'y aurait pas d'ordre du jour prédéterminé pour notre réunion.

M. Knowles: Puis-je poser une autre question? Le premier ministre peut-il nous dire si certains de ses collègues du cabinet l'accompagneront dans son voyage?